

La Palestine et les chrétiens de Palestine : Espoir ou Désespoir ?

par Bernard SABELLA¹ - Université de Bethléem, Palestine

a. Le contexte socio-politique et économique de la Palestine

La Palestine est un pays qui connaît une situation unique, ayant à supporter et à faire face quotidiennement à une occupation militaire agressive et à la question inachevée de la guerre et de la paix. L'occupation israélienne, qui s'est renforcée après les accords d'Oslo signés en 1993 par l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et l'État d'Israël, impose une série de règles, de lois, de mesures et de restrictions qui rendent les Palestiniens, et leur territoire occupé, prisonniers des impératifs politiques, économiques et sécuritaires israéliens. Certains indicateurs de santé, d'éducation et de services sociaux indiquent un pays qui pourrait appartenir aux pays à revenu moyen, avec de faibles taux de mortalité, une espérance de vie élevée, un revenu et un produit intérieur brut par habitant modérés et une éducation presque universelle. Pourtant, sur certains autres aspects, la Palestine atteint un classement au bas de l'échelle des pays les moins favorisés du monde, avec l'un des taux de fécondité par femme les plus élevés, un taux de croissance élevé, près de quarante pour cent de la population âgée de moins de 15 ans et l'une des plus fortes densités de population par kilomètre carré dans la bande de Gaza.(1) Le siège israélien permanent de la bande de Gaza ajoute aux épreuves et aux frustrations des Palestiniens, en plus de la division politique entre le Fatah (Ramallah) et le Hamas (Gaza). Les chrétiens palestiniens, notamment à Jérusalem-Est et en Cisjordanie, semblent s'être accommodés, comme leurs compatriotes palestiniens, de la situation actuelle qui, en général, n'est pas propice à la stabilité ni à une application conforme de l'État de droit. Dans la bande de Gaza, depuis 2007, la situation désastreuse a entraîné une nouvelle diminution de la communauté palestinienne chrétienne, les jeunes préférant rester dans les pays étrangers où ils se rendent pour poursuivre leurs études supérieures ou chercher un emploi. Il existe un sentiment général de découragement au sein de la population, comme l'indique le classement de l'indice du bien-être des Nations unies 2018-2020, qui place la Palestine au 125e rang sur les 149 pays de la liste mondiale, avec le Liban au 123e rang, la Jordanie au 127e rang et l'Égypte au 132e rang. À des fins de comparaison, Israël a été classé 12e, Bahreïn et les Émirats arabes unis se classant respectivement 22e et 25e. (2)

Malgré les contraintes imposées à l'économie palestinienne par les forces d'occupation israéliennes, les Palestiniens ont développé des stratégies de survie qui les aident à surmonter ces difficultés. La situation sociale et politique ajoute ses pressions sur la population, y compris les chrétiens. L'un des facteurs de survie, en particulier pour les jeunes Palestiniens, c'est la douzaine d'universités et de collèges qui réunissent des centaines de milliers d'étudiants pour leur donner des compétences et l'espoir d'un avenir meilleur. Plus de soixante pour cent des étudiants inscrits dans l'enseignement supérieur en Palestine sont des femmes, un fait qui reflète une transformation majeure de la position des femmes dans la société. Les organisations éducatives et médicales chrétiennes et celles qui offrent une variété de services sociaux, juridiques et de droits de l'homme constituent une partie importante d'une société civile palestinienne dynamique. (3)

¹ Note ER : Bernard Sabella est Docteur en sociologie, Ancien professeur à l'Université de Bethléem, Membre du Conseil National Palestinien, Membre du Parlement palestinien de 2006 à 2019, Président de la Délégation de Palestine auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Il a donné une conférence sur ce thème le 18 juin 2022 suite à l'A.G. des Amis de Sabeel France à l'Espace Saint-Ignace à Lyon. Il semble ignorer le poids de Sabeel à l'international, notamment en Amérique du Nord. Les notes (.) se trouvent à la fin du document.

Auto-classement des Palestiniens dans la classe moyenne

Une note intéressante reflétant les transformations socio-économiques au cours des trois premières décennies de l'occupation israélienne est l'auto-classement des deux tiers des Palestiniens dans un échantillon représentatif de la société comme appartenant à la classe moyenne. (4). Il convient de mentionner que la tendance à l'orientation vers la "classe moyenne" chez les Palestiniens a commencé dans les villes et les villages dominés depuis le XIXe siècle par les familles de "notables" urbains, en particulier à Jérusalem et dans la région montagnaise ainsi que dans les villes côtières de Jaffa et de Haïfa. On pourrait s'attendre à ce que le développement de la classe moyenne s'accompagne d'une identification transversale de la société, en dehors de l'identification politique nationaliste. Les sociologues qui ont étudié le comportement électoral des Palestiniens sous l'Autorité palestinienne en 1996 et 2006 ont néanmoins noté que les Palestiniens choisissaient de voter pour des candidats de leur propre localité plutôt que pour ceux ayant un programme national. Cela montre la prédominance d'une perspective locale par rapport à une perspective nationale plus large. Cet "ethno-localisme" est important pour la formation de l'identité et a donc une influence sur les relations sociales. L'identification locale chez les Palestiniens semble parallèle à l'identité nationale plus large, si ce n'est plus forte. Cela peut expliquer pourquoi dans certaines localités, telles que Bethléem ou Ramallah, les identifications confessionnelles sont liées aux identifications locales et permettent donc une ouverture dans les relations entre les religions, ce qui n'est pas nécessairement observé dans d'autres localités. (5).

Les Accords d'Oslo ont finalement changé le statut des cadres de l'OLP, qui sont passés du statut de révolutionnaires des années 60 et 70, avec un objectif de libération nationaliste et une mission, à celui de fonctionnaires et d'employés rémunérés, suite au transfert de l'OLP dans les Territoires palestiniens occupés et à la création de l'Autorité palestinienne en 1993. Le zèle, la fierté et le sens de la détermination qui caractérisaient l'ascension de l'OLP se sont transformés en considérations plus pratiques et plus terre à terre, en particulier pour les Palestiniens de la classe moyenne qui veulent une bonne éducation pour leurs enfants et recherchent des services de santé et de logement de qualité, ainsi que d'autres services essentiels. Les Palestiniens chrétiens, dont la plupart se désignent comme appartenant à la classe moyenne ou à la classe moyenne supérieure, optent pour une satisfaction à long terme en matière de santé, d'éducation, de logement et d'autres services essentiels à la vie qui contribueraient à assurer leur avenir et celui de leurs enfants.

Les établissements d'enseignement supérieur et la consolidation des valeurs de la classe moyenne

La multiplication des établissements d'enseignement supérieur, qui a commencé au début des années 70, a créé le noyau d'une élite intellectuelle ou académique qui a été cooptée, comme ce fut le cas pour l'université de Birzeit, à des postes ministériels ou élue au Conseil législatif palestinien sur des plates-formes de factions politiques. Les universités et les collèges techniques ont contribué à créer un nouveau cadre de Palestiniens éduqués et qualifiés qui sont devenus une composante importante de la main-d'œuvre en col blanc, y compris celle de la fonction publique. Ces équipes ont également rivalisé pour obtenir des emplois et des opportunités dans le secteur privé et dans les réseaux de la société civile et des organisations internationales, ainsi que dans les fondations de coopération étrangère. Ces développements ont renforcé les prédispositions de la classe moyenne au sein de la société. Les diplômés universitaires qui militaient au sein d'organisations étudiantes affiliées à l'OLP et d'autres organisations de masse sur le campus et en dehors ont fini par travailler dans les différentes agences civiles et de sécurité de l'Autorité palestinienne. La diffusion de l'enseignement supérieur dans les Territoires palestiniens occupés est devenue un moyen de mobilité ascendante pour les jeunes. Les Palestiniens en sont venus à considérer l'éducation,

et l'enseignement supérieur en particulier, comme un atout pour l'avancement personnel et familial, qui ne risque pas d'être anéanti par les vicissitudes et les difficultés de la vie sous une occupation prolongée.

Le contrôle hégémonique d'Israël sur les Palestiniens et le territoire palestinien

Les accords d'Oslo stipulaient qu'en 1999, les Palestiniens auraient leur propre État. Au lieu de cela, la réalité sur le terrain a vu l'établissement de l'Autorité palestinienne parallèlement à la division de la Cisjordanie, avec 2183 miles carrés, en zones : A, (20%) représentant le seul contrôle palestinien ; B (20%) le contrôle conjoint palestino-israélien et C (60%) la seule juridiction israélienne. Cette répartition, qui devait être transitoire, est devenue permanente. Cet arrangement fractionné affecte les réalités socio-économiques, culturelles, politiques et juridiques des Palestiniens. Les négociations entre Israël et l'OLP sur une solution permanente se sont éternisées et n'ont pas permis de résoudre les questions en suspens concernant Jérusalem, les réfugiés palestiniens, les colonies israéliennes, les ressources naturelles et les frontières. (6).

Face à l'échec du processus de paix et à l'incapacité de parvenir à des accords mutuels sur le statut politique des Palestiniens, deux Intifadas ont éclaté dans les Territoires occupés : L'Intifada des pierres, 1987-1993, (7). et l'Intifada d'alAqsa, 2000-2003. (8).

Après la première Intifada et la mise en place de l'Autorité palestinienne, les marques d'une occupation militaire continue se sont encore renforcées : les activités de colonisation, les meurtres aveugles de Palestiniens par des soldats et des colons israéliens, la judaïsation de Jérusalem et l'absence générale de progrès dans le processus politique se sont combinés pour assurer le contrôle hégémonique de l'occupation israélienne.

L'échec des efforts déployés par les États-Unis pour amener les deux parties à s'entendre sur ces questions et sur d'autres a conduit à l'Intifada d'Al Aqsa, qui a été déclenchée par la visite de feu Ariel Sharon à Al Haram Al Sharif, l'Esplanade des Mosquées, en 2000. L'Intifada d'Al Aqsa a été violente et s'est caractérisée, entre autres, par un cercle vicieux de violence et de tactiques israéliennes d'extermination, ainsi que par la prise de contrôle par l'armée israélienne de villes et villages palestiniens, y compris la ville de Bethléem avec l'invasion destructive des chars israéliens en avril 2002 et le siège infâme de l'église de la Nativité qui a suivi. (9).

Sous prétexte de mettre fin aux attentats-suicides, le gouvernement et l'armée israéliens ont décidé de construire le mur de séparation, entre Israël et le territoire palestinien occupé, sur une longueur de plus de 700 km. Le mur a englouti environ 9% des terres palestiniennes. Conçu à l'origine comme un mur d'annexion, il est devenu un mur d'apartheid qui contrôle les mouvements des Palestiniens, avec des coûts socio-économiques et humanitaires désastreux, qui touchent aux droits humains fondamentaux des Palestiniens. La construction du mur a fait de Jérusalem-Est une enclave, car elle a été hermétiquement séparée du reste de la Cisjordanie et de Bethléem. La violence et la construction du mur ont contribué à une vague d'émigration de la jeunesse chrétienne, notamment de la région de Bethléem, qui a vu ses perspectives économiques et sociales disparaître. Le jumelage historique de Jérusalem et de Bethléem, deux des villes les plus saintes de la chrétienté, a été coupé lorsque le mur de séparation a encerclé Bethléem et rendu l'accès à Jérusalem impossible, sauf avec des permis et des autorisations spéciales. (10).

La montée de la violence et les confrontations ont conduit les autorités religieuses de Terre Sainte, de Palestine et d'Israël à se réunir en 2002 à Alexandrie et à publier la première déclaration d'Alexandrie des autorités religieuses de Terre Sainte. (11). L'un des résultats de ce premier rassemblement a été la création du Conseil des institutions religieuses de Terre Sainte (CRIHL) afin d'encourager les chefs religieux des trois obédiences à devenir des

modèles de recherche de la paix, à mettre fin à la violence et à œuvrer à la résolution du conflit entre Israéliens et Palestiniens. Ces efforts, indépendamment de la question d'efficacité, restent un témoignage des complexités qui nouent la religion et les questions politiques de la Terre, de sa propriété et de sa signification religieuse. (12).

Confrontations récurrentes à Gaza

Depuis juillet 2007, date à laquelle le Hamas, le Mouvement de la résistance islamique, a arraché la bande de Gaza à l'Autorité nationale palestinienne, quatre grandes agressions militaires contre Gaza ont eu lieu. Parmi celles-ci, la guerre d'août 2014 s'est distinguée par le nombre de victimes, 2 100 Palestiniens tués, l'ampleur des dégâts et de la dévastation causés par les opérations militaires israéliennes, et les désastres socio-économiques et humanitaires à long terme qu'elle a laissés sur la vie dans la bande de Gaza. (13).

Entre le 9 et le 20 mai 2021, la guerre contre Gaza a entraîné une destruction considérable de bâtiments résidentiels et commerciaux. Outre 260 Palestiniens tués, l'infrastructure physique et de services de base de la bande de Gaza a été durement touchée. (14).

Ces deux confrontations militaires entre le Hamas et Israël témoignent de l'histoire de la bande de Gaza alors qu'Israël accentue son siège hermétique du territoire, imposé depuis 2007, et que les plateformes politiques et militaires du Hamas appellent à la lutte armée pour mettre fin à l'occupation israélienne. Le mouvement à base religieuse a encouragé une sphère publique imprégnée de ferveur religieuse et de soumission.

En ce qui concerne les relations avec les autres religions, la charte fondatrice du Hamas, rédigée en 1988, stipule que le Hamas "adhère à la tolérance de l'Islam à l'égard des adeptes d'autres religions. Il n'est pas hostile envers eux, sauf envers ceux qui le combattent. Selon le Hamas, les adeptes de l'islam, du christianisme et du judaïsme coexistent en sécurité et en sûreté." (15). Les responsables du Hamas s'efforcent de respecter les droits des chrétiens à leurs rites et rituels dans les enceintes des églises et cherchent à redresser les plaintes exprimées par les chrétiens et leurs institutions lorsque celles-ci se produisent. Le Hamas a néanmoins des concurrents aux vues plus fondamentalistes, comme DAESH, ou ISIS, et certains groupes salafistes, mais ceux-ci restent sous la surveillance du Hamas qui s'efforce de faire preuve d'ouverture et certains de ses représentants effectuent des visites cérémonielles occasionnelles à la communauté chrétienne et à ses dirigeants.

Néanmoins, la situation générale dans la bande de Gaza affecte négativement l'ensemble de la population. Des vagues de suicides parmi les jeunes Gazaouis, des tentatives risquées de migration illégale vers l'Europe, la diminution de la population chrétienne sont autant de faits de la vie dans une situation difficile qui ne laisse personne indifférent. Certains chrétiens seniors de la bande de Gaza prédisent que d'ici quelques années, seuls les bâtiments des églises, les quelques écoles gérées par des religieux chrétiens et les hôpitaux et cliniques gérés par des chrétiens seront tout ce qui restera du long héritage chrétien palestinien dans la bande de Gaza.

Dépendance à l'égard de l'aide internationale

L'économie palestinienne n'est pas une économie sui generis, dépendante d'Israël et criblée de toutes sortes de mécanismes de contrôle, stipulés ou non par les Accords d'Oslo et le Protocole économique de Paris entre l'OLP et le gouvernement d'Israël. La dépendance économique et financière est devenue une caractéristique chronique, non seulement de l'aide internationale mais aussi de l'exportation d'une main-d'œuvre relativement bon marché vers le marché du travail israélien. (16). Depuis la création de l'Autorité palestinienne en 1993, l'aide internationale, qui s'élève à des milliards de dollars américains, a servi à couvrir les dépenses courantes de l'Autorité nationale et à financer les divers programmes

d'investissement en Cisjordanie et dans la bande de Gaza, en particulier dans les domaines des infrastructures physiques et sociales où les besoins sont primordiaux. (17). Pourtant, les accusations de corruption, l'impasse politique actuelle et les effets économiques désastreux de la pandémie de Covid19 ont entraîné une diminution de l'aide internationale et des pressions financières sur l'Autorité nationale pour qu'elle se conforme aux accords de paix, lesquels sont perçus par les Palestiniens comme un abandon humiliant de leurs droits et de leurs racines historiques dans le pays.

Au milieu de cette perspective pessimiste, quelques rayons d'espoir brillent. De jeunes Palestiniens entrepreneurs, y compris des chrétiens, se sont lancés sur le marché des technologies de l'information et dans d'autres activités commerciales qui garantissent une certaine stabilité financière et économique et des incitations à long terme. Cet optimisme, cependant, ne concerne que les efforts individuels d'amélioration économique. L'environnement économique et financier global reste défavorable à toute perspective à long terme d'une économie palestinienne indépendante.

b. Démographie, faits et chiffres : composition religieuse et confessionnelle - Population palestinienne chrétienne : Tendances

La dynamique de la population palestinienne fait peser un lourd fardeau sur la population en âge de travailler, de 14 à 65 ans, car les personnes actives s'efforcent de nourrir, d'entretenir et d'élever une génération plus jeune représentant 40% de la population totale. La croissance démographique en Cisjordanie et à Gaza en 2020 se traduit par près de 127 636 nouveaux nés annuellement, dont 68 640 en Cisjordanie et 58 996 dans la bande de Gaza. (18).

D'ici 2050, on s'attend à ce que les Palestiniens des Territoires occupés soient près de 11 millions. Outre le manque d'opportunités d'emploi, les jeunes seront enclins à émigrer, poussés par l'impasse politique persistante, le contrôle hégémonique d'Israël, l'expansion des colonies et la montée de l'extrémisme politique, religieux et social. Dans le pire des cas, on pourrait assister à des ravages publics dans le cadre d'une situation permanente d'occupation, de confrontation et de conflit.

Pour les chrétiens palestiniens, qui ne sont que 50 000 dans le territoire palestinien sur une population de plus de 5 millions d'habitants, le christianisme est lié à l'Église primitive et à la géographie, l'histoire et la culture du lieu. Parmi les communautés les plus anciennes qui composent l'Église de Palestine, on trouve des vestiges de chrétiens parlant l'araméen, la langue parlée par le Christ lui-même. Les Arméniens, qui se rendent en pèlerinage en Terre sainte depuis le IV^e siècle, lorsque l'Arménie a adopté le christianisme comme religion, persistent dans le quartier arménien, qui est le centre du patriarcat arménien, bien qu'il compte moins de 1 000 habitants aujourd'hui. Les Coptes et les Éthiopiens racontent que leurs ancêtres ont accompagné Sainte Hélène, mère de l'empereur Constantin, au début du IV^e siècle, lorsqu'elle a découvert la vraie croix et que, comme les Arméniens, ils ont vénéré les lieux saints en pèlerinage depuis lors.

Les chrétiens palestiniens ont toujours fait partie de leurs contextes sociaux et nationaux arabes. L'identification croissante des chrétiens de Palestine, y compris ceux d'une origine nationale ou ethnique différente comme les Arméniens, avec leur identité nationale palestinienne et arabe n'est pas simplement une réaction à leur statut de communauté religieuse différente, mais aussi l'affirmation d'une histoire commune. La complexité de l'attachement historique des chrétiens locaux à la Terre des Racines forme un kaléidoscope qui s'imbrique dans les différences nationales, ethniques, religieuses et linguistiques de la société palestinienne.

L'Église orthodoxe grecque, majoritairement de souche arabe et dotée d'un clergé hellénique, compte quelque 24 000 fidèles, soit près de 51,0% de la population chrétienne du territoire palestinien. (19). C'est le concile de Chalcédoine, convoqué par l'empereur Marcien en 451, qui a divisé la chrétienté en deux églises : les églises chalcédoniennes et les églises non chalcédoniennes. Les Églises chalcédoniennes ont suivi la décision prise par le Concile sur les deux natures du Christ, qui était soutenue par l'empereur. Les Églises non chalcédoniennes ont maintenu leur position sur la nature unique du Christ. Il convient de noter l'impact que les Byzantins ont eu sur le christianisme en Terre Sainte, à commencer par Sainte Hélène, mère de l'empereur Constantin, qui s'est rendue en pèlerinage à Jérusalem et a été créditée d'avoir trouvé la vraie croix, annonçant la conversion de son fils et le début de l'ère byzantine en Palestine. Les Églises grecque orthodoxe et grecque melkite revendiquent toutes deux une affiliation héréditaire au patriarcat d'Antioche, sous le patronage royal byzantin, qui a joué un rôle déterminant dans la décision du concile de Chalcédoine sur les deux natures du Christ.

Les treize Églises officiellement reconnues en Palestine sont divisées en Églises chalcédoniennes et non chalcédoniennes. Les Églises chalcédoniennes sont celles qui appartiennent à la famille de l'Église grecque orthodoxe et à la famille de l'Église catholique romaine comprenant l'Église latine, l'Église grecque catholique melkite, l'Église syriaque catholique, l'Église arménienne catholique et l'Église maronite. Les Franciscains de la Custodie de Terre Sainte constituent une partie importante de la famille de l'Église catholique. Parmi les Églises non chalcédoniennes, on trouve les Églises orthodoxes orientales syriaque, arménienne, copte et éthiopienne. Les Églises protestantes, l'Église anglicane épiscopale et l'Église luthérienne, ont une histoire plus récente, qui remonte au XIXe siècle. (20).

Pour les chrétiens, en Palestine et dans le monde, Jérusalem, Bethléem et Nazareth sont clairement le lieu des racines, toujours vivantes et nourrissantes, comme l'affirme un mémorandum de novembre 1994 des 13 chefs d'Églises de la Ville Sainte. (21).

En 2017, le Bureau central palestinien des statistiques a effectué un recensement dans les territoires palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza. Les Palestiniens chrétiens étaient au nombre de 46 850 ; 45 712 en Cisjordanie et 1 338 dans la bande de Gaza. La concentration de la population chrétienne en Cisjordanie se trouve dans les zones centrales de Bethléem, avec 23 165 personnes, suivies de Ramallah avec 10 255 personnes et de Jérusalem avec 8 558 personnes, soit 92% de la population chrétienne de Cisjordanie. Les chrétiens représentent moins de deux pour cent de la population de Cisjordanie et de Jérusalem-Est, estimée à 2,5 millions de Palestiniens. Dans la bande de Gaza, qui compte plus de 2 millions d'habitants, les chrétiens représentent moins de 0,06 % de la population totale. La ville de Gaza a été la première ville chrétienne du monde et une école de théologie chrétienne s'y est développée aux premiers temps du christianisme. (22).

Les chrétiens palestiniens : Un million dans le monde

Les chrétiens palestiniens, dont le nombre est actuellement estimé à près d'un million dans le monde, y compris les troisième et quatrième génération des premiers émigrés, représentent près de 8 % de l'ensemble des 13 millions de Palestiniens. Les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza représentent 35 % de la population palestinienne mondiale, ceux d'Israël environ 14 % et ceux de Jordanie 23 % de la population palestinienne mondiale. Les 28% restants de la population palestinienne sont dispersés dans différents pays du Moyen-Orient, principalement au Liban et en Syrie, ainsi qu'en Amérique, en Australie et en Europe. En revanche, seuls 17% de tous les chrétiens palestiniens se trouvent en Palestine historique, en Cisjordanie, dans la bande de Gaza et en Israël, l'immense majorité de la population chrétienne palestinienne s'étant déplacé à l'étranger au cours de différentes vagues

d'émigration. L'émigration des chrétiens palestiniens des régions de Bethléem et de Ramallah a commencé vers la fin du XIXe siècle et au début du XXe siècle. L'une des principales vagues d'émigration chrétienne de la région de Bethléem vers l'Amérique du Sud et l'Amérique centrale s'est produite lorsque les Ottomans ont introduit la loi sur la conscription en 1909, obligeant les jeunes chrétiens non musulmans à rejoindre l'armée ottomane. La famine qui a frappé la Palestine au cours des deux premières années de la Première Guerre mondiale, causée par le blocus des côtes syriennes par les Alliés, a entraîné une autre vague d'émigration, cette fois également de la région de Ramallah vers l'Amérique du Nord, les États-Unis. En 1948, en raison de la première guerre israélo-arabe, près de 60 000 chrétiens palestiniens sont devenus des réfugiés, tout comme trois quarts de million d'autres Palestiniens. Beaucoup de ces réfugiés chrétiens ont finalement émigré vers les Amériques et certains vers l'Australie, où la communauté palestinienne chrétienne de Sydney, originaire de Jérusalem, est plus importante que la communauté palestinienne chrétienne actuelle de Jérusalem même. (23).

c. Religion, relations entre l'Église et l'État

L'Autorité nationale palestinienne (ANP) reconnaît officiellement les treize Églises chrétiennes conformément au statu quo suivi également par les gouvernements de Jordanie et d'Israël. Dans la Loi fondamentale amendée de 2003, l'article 4 stipule que : "L'islam est la religion officielle de la Palestine. Le respect du caractère sacré de toutes les autres religions divines doit être maintenu." Si la loi précise que la charia "sera une source principale de législation", elle garantit également l'égalité devant la loi et le pouvoir judiciaire "sans distinction de race, de sexe, de couleur, de religion, d'opinions politiques ou de handicap." L'article 18 précise : "La liberté de croyance, de culte et d'exercice des fonctions religieuses est garantie, à condition de ne pas porter atteinte à l'ordre public ou aux bonnes mœurs." (24).

Les formalités des relations entre l'Église et l'État s'étendent au protocole et aux questions pratiques. Le président de la Palestine assiste à la messe de minuit de Noël à Bethléem. Noël a été déclaré fête nationale, une mesure qui souligne l'unicité du peuple palestinien. Les chefs d'Église rendent souvent visite au Président et au Premier ministre pour discuter des questions qui concernent leurs Églises et leurs communautés. Chaque fois qu'il est fait mention des lieux saints musulmans dans les déclarations officielles et publiques, en particulier dans les médias gérés par le gouvernement, les lieux saints chrétiens sont également mentionnés. Cette sensibilité à inclure les lieux saints de l'islam et du christianisme vise à souligner que le patrimoine religieux palestinien est un héritage partagé par les musulmans et les chrétiens. Il s'agit également d'un message à la communauté internationale selon lequel les Palestiniens, quelle que soit leur religion, bénéficient du respect de leurs lieux saints et de leurs croyances.

L'esprit de la législation sur la promotion de la liberté religieuse et de l'égalité devant la loi, ainsi que le caractère inclusif des déclarations officielles et publiques sur les sanctuaires chrétiens et musulmans, sont contrecarrés par une montée des sentiments et des identifications religieuses et par l'adoption d'un récit et d'un contenu à tendance religieuse dans les manuels scolaires et dans la pédagogie générale, ainsi que par des manifestations populaires dans la sphère publique qui soulignent l'importance et la place de la religion majoritaire. Le système éducatif et son programme d'études dans les écoles publiques est souvent discuté par des porte-parole palestiniens chrétiens. La discussion vise à attirer l'attention des éducateurs et des décideurs sur la mise en évidence sélective de l'importance des lieux saints et de l'histoire de la religion majoritaire, au détriment du christianisme, de sa longue histoire et de son héritage dans le pays. Lors d'une discussion avec le directeur de Sabeel à Jérusalem sur une étude non publiée réalisée il y a quelques années sur le contenu du programme scolaire palestinien, il a fait référence à la manière non systémique dont le

programme, en particulier celui qui traite du christianisme, est développé. Il a dit que les responsables du ministère de l'éducation en charge du programme sont ouverts aux suggestions et qu'ils reprennent les idées d'amélioration. (25). Il est nécessaire de professionnaliser le programme d'étude de religion afin de sensibiliser les étudiants à l'ouverture aux autres et d'éviter les mauvaises interprétations sélectives des textes religieux et des croyances des autres. Comme l'a dit un jour une personnalité religieuse musulmane à propos du dialogue interconfessionnel, il est important de partager les mêmes expériences de vie et de comparer les témoignages sur la façon dont nous les gérons, indépendamment de nos religions. Il a conseillé de ne pas entrer dans les questions théologiques ou doctrinales mais de souligner la nécessité de se respecter mutuellement, indépendamment des croyances religieuses et des instructions doctrinales. Son conseil met en évidence l'impossibilité de trouver un terrain d'entente doctrinal ou théologique pour apprendre et s'ouvrir aux autres et à leurs différents systèmes de croyance.

La relation, au niveau officiel, entre l'Église et l'État en Palestine pourrait être classée comme une relation légale, pragmatique et cérémoniale. Un développement à prendre en compte lors de la discussion des relations entre l'Église et l'État est le décret présidentiel qui a créé en 2012 le Haut Comité Présidentiel des Affaires des Églises (HC) en Palestine. (26). Ce comité cherche à réglementer et à faciliter les relations entre les Églises et l'Autorité nationale. C'est le premier de son genre parmi les pays voisins et même en Israël, il n'existe pas d'organe de ce type qui traite des affaires des Églises et des chrétiens de manière unifiée. Idéalement, toutes les questions, préoccupations et problèmes liés aux Églises seraient couverts par le Comité. Ainsi, il s'agirait d'un organe unique qui traiterait de tous les aspects des relations entre l'État et les Églises. Le HC facilite les visites des chefs d'églises des pays voisins ; il soutient les églises par de petites subventions pour la rénovation et l'entretien de leurs bâtiments. Ses membres participent activement aux préparatifs des célébrations de Noël à Bethléem et consultent les différentes Églises et leurs chefs sur ces préparatifs, essentiellement cérémoniels et liés au statu quo. Certains de ses membres ont pris part à la planification et à la supervision de la rénovation de l'église de la Nativité à Bethléem, qui a été réalisée grâce aux efforts de négociation entre les églises par l'ANP. Le Comité est inévitablement impliqué dans la résolution de conflits et de problèmes fonciers, non seulement entre les Églises et les citoyens, mais aussi les citoyens entre eux. Les plaintes relatives aux violations des droits fonciers sont souvent à l'ordre du jour, ce qui occupe une grande partie du temps de ses membres actifs, qui doivent jongler entre les décisions juridiques et les querelles familiales concernant les terres. Le Comité est également l'adresse des Églises et des communautés religieuses chrétiennes "non reconnues", les "Églises libres", pour les questions civiles, les certificats de naissance et de mariage, entre autres, de leurs membres. Une étape importante en la matière a été le décret présidentiel signé par le président Mahmoud Abbas de l'ANP en 2019 qui permet aux Églises évangéliques de Palestine de délivrer des licences de mariage, d'ouvrir des comptes bancaires de l'Église et d'acheter des terres au nom de l'Église. (27).

Sur le plan cérémoniel, le Comité suit les directives du Président palestinien pour assurer le bon déroulement des célébrations religieuses tout au long de l'année, notamment celles de Pâques et de Noël. Sur le plan plus public et médiatique, le Comité publie régulièrement des messages télévisés et médiatiques de solidarité à l'occasion d'événements nationaux et d'occasions religieuses et chaque fois que des sites religieux sont attaqués par des groupes juifs extrémistes, comme c'est souvent le cas avec la mosquée alAqsa et les incursions quasi quotidiennes de groupes de juifs fanatiques dans l'enceinte de l'Esplanade des Mosquées, Al Haram Al Sharif.

Unifier les subtilités ou les complexités des relations entre les Églises et l'État sous l'égide d'un seul organisme peut être une considération pratique pour traiter les treize différentes Églises de Palestine qui sont officiellement reconnues ainsi que celles qui ne le sont pas. Il y a un aspect positif à ce Haut Comité Présidentiel qui regroupe sous un même toit toutes les affaires de l'Église et les relations avec le gouvernement. Mais on peut noter que la mise en place du Comité, avec son objectif certes louable, s'inscrit dans un système confessionnel qui écarte les Églises et les communautés chrétiennes dans une place à part. Certains diront que la fonction d'intermédiaire de l'ANP pour les affaires de l'Église va à l'encontre de l'égalité de tous devant la loi." Le Comité peut jouer un rôle de médiation, d'intervention et de facilitation dans les affaires ecclésiastiques et chrétiennes, mais une complication irritante survient lorsque l'ANP ne parvient pas à faire appliquer les décisions de justice, en particulier sur les questions foncières complexes. Il existe des cas d'empiètement et d'intrusion sur les propriétés des chrétiens à Bethléem comme ailleurs. Cela se produit également chez les musulmans, mais ici, ce sont les familles, généralement étendues et nombreuses, qui les contiennent. Les chrétiens n'ont pas de familles élargies "puissantes" et sont souvent la proie de ceux qui empiètent sur les terres et les propriétés, sans personne pour les soutenir. Le Comité n'a pas les moyens ou le pouvoir de faire appliquer la loi et d'arrêter les auteurs de vols de terres et de propriétés lorsque l'ANP elle-même semble incapable de le faire.

Le HC s'efforce d'étendre ses relations avec les organisations internationales et confessionnelles ainsi qu'avec les Églises, notamment aux États-Unis et en Europe, où l'on réclame une meilleure connaissance de la question palestinienne et de la place des Palestiniens chrétiens comme partie intégrante de la société et de l'histoire palestiniennes. Ces relations et ces échanges sont souvent motivés par des théologiens et des chefs d'églises palestiniens chrétiens qui s'expriment bien et qui participent toujours aux conférences, séminaires et échanges organisés par le HC. La recherche sur les communautés chrétiennes fait partie de la mission du HC, mais aucun résultat de recherche n'a été obtenu depuis la création du HC, bien qu'un comité de recherche spécial ait été chargé de cette question et soit composé d'universitaires et de chercheurs reconnus. Le HC cherche à assurer que la présence et les contributions des chrétiens palestiniens fassent partie du paysage palestinien global. En conséquence, il produit des documentaires et entreprend diverses activités pour souligner ce fait.

Le Haut Comité joue un rôle positif, mais ses fonctions et son rayonnement doivent être mieux définis en ce qui concerne les relations intra-églises et les questions interconfessionnelles et nationales. Il est clair qu'en raison du statu quo et de la tradition du système Millet, (28) les églises en Palestine ne peuvent pas être traitées de la même manière que l'ANP traite l'establishment religieux musulman. La question est de savoir si un organisme laïc nommé par le gouvernement, tel que le Haut Comité, peut réussir à gérer les différentes complexités, en s'occupant des églises et de leurs fidèles. La tentative de fournir un leadership, au milieu de nombreuses variantes de leaderships religieux et laïques, avec un sentiment croissant de la part du public d'une instabilité générale et d'une perte de direction, met le Haut Comité dans une position difficile. La nécessité d'institutionnaliser le Comité et ses domaines de compétence et d'intervention et d'établir un contact durable avec les Eglises locales et leurs fidèles reste essentielle. Le Comité doit également être sensible à la question de la citoyenneté inclusive et orienter son action vers le public palestinien sur cette base, loin des déductions confessionnelles. La sensibilisation des Eglises et des groupes confessionnels internationaux exige une coopération plus systémique et stratégique avec les Palestiniens et leurs institutions associées depuis longtemps à ces efforts de sensibilisation.

d. Liberté de religion, discrimination sociétale, invisibilités, stéréotypes, harcèlement ou attaques possibles.

La liberté de religion est définie de manière précise, conformément à l'article 18 de la loi fondamentale susmentionnée. La charia est une source principale de législation en Palestine, et en tant que telle, l'Islam et ses prescriptions et proscriptions restent primordiales pour l'exercice du droit individuel à la liberté de religion et pour les questions civiles relatives au mariage et à la famille et ses statuts. Contrairement aux sociétés où la liberté de religion est un choix personnel par excellence, en Palestine, la liberté de religion consiste à équilibrer le droit des chrétiens et des non-musulmans à célébrer et à prier dans leur propre enceinte sans interférence avec la sphère publique globale, qui est majoritairement musulmane.

Vivant ensemble depuis des siècles et traversant des vicissitudes et des expériences similaires, les chrétiens et les musulmans se sont liés. Le contexte politique, avec le délogement massif des Palestiniens en 1948, a affecté tous les Palestiniens et a contribué à façonner l'identité nationale palestinienne qui dépasse les frontières de la religion, de la géographie et de la division politique.

Depuis les années 70 et 80 du siècle dernier, la sphère publique a été influencée par la religion et ses expressions récurrentes qui s'éloignent de l'inclusivité. Il est certain que le "retour à la religion" chez les Palestiniens, ainsi que chez les autres Arabes, a de multiples explications. La question pertinente ici est de savoir comment l'identification religieuse croissante affecte les relations entre musulmans et chrétiens. Comment notre définition et nos pratiques religieuses personnelles et communautaires affectent-elles la pédagogie et la psychologie des communautés lorsqu'elles élèvent leur progéniture et définissent les frontières et les paramètres de leurs communautés ?

Les exemples de sensibilités ou de stéréotypes interreligieux abondent. Le discours social avec les autres, qui doivent encore "voir la lumière", c'est-à-dire faire partie de la "vraie" religion, est limité au strict nécessaire. Pour certains, la propriété ne peut être vendue ou aliénée à un non-croyant et les mariages mixtes sont mal vus, tant par les chrétiens que par les musulmans, comme une infraction à la solidarité communautaire et à l'unité familiale. L'adoption de bébés, nés hors mariage, qui ont été abandonnés et confiés, la plupart du temps, à des ordres religieux chrétiens, n'est pas autorisée par la loi pour les non-musulmans. Dans les mariages mixtes, où le père est musulman, les enfants sont automatiquement enregistrés sur leur carte d'identité comme musulmans, sans autre possibilité. Les occasions sociales, en particulier les mariages, sont de moins en moins des célébrations publiques ouvertes car elles sont limitées, par certains, à l'affiliation religieuse. Les préférences en matière de location de propriétés et de choix de voisins, fondées sur l'appartenance religieuse, reflètent les préjugés et les stéréotypes des chrétiens comme des musulmans.

Mais une manifestation regrettable des tensions intercommunautaires réside dans le traitement des questions relatives aux terres et aux biens immobiliers. Les chrétiens, en général, ont tendance à considérer ces litiges comme étant de nature discriminatoire. L'appropriation de terres ou de biens appartenant à des chrétiens, non seulement dans la région de Bethléem, où il n'existe pas de registre foncier depuis l'époque ottomane, contrairement à la partie nord du pays, est perçue comme un phénomène inquiétant, où la majorité numérique et puissante usurpe les droits de la minorité numérique. Chaque fois qu'un vol de propriété ou une infraction se produit, la généralisation parmi les chrétiens indique une mentalité de victime et de faiblesse. L'inefficacité ou l'incapacité de l'Autorité nationale palestinienne à faire appliquer les décisions de justice ajoute à la méfiance, même si ce type de litige ne se limite pas aux musulmans et aux chrétiens mais s'étend à toute la

société, indépendamment de la localité ou de la religion, comme mentionné ci-dessus. Cette perception sélective des mauvais traitements infligés aux chrétiens se retrouve dans d'autres cas. Un jeune fonctionnaire du ministère de l'Économie nationale chargé de faire respecter les dates de péremption des denrées périssables raconte que si les marchandises périmées d'un commerçant chrétien sont confisquées, la réponse habituelle est que le ministère ne peut pas le faire pour les commerçants musulmans. En revanche, si les marchandises d'un commerçant musulman sont confisquées, sa réaction est que vous ne pouvez pas faire cela à un commerçant chrétien parce qu'il bénéficie de la protection de son Église et de son influence.

Gaza

Comme mentionné ci-dessus, le nombre de chrétiens dans la bande de Gaza est en baisse. L'environnement imprégné de religion et le siège imposé par Israël rendent la vie assez difficile et incitent à chercher une vie meilleure ailleurs. Selon les estimations, 40 % des chrétiens palestiniens de Gaza sont partis depuis que le Hamas a pris le pouvoir en 2007. Il est également arrivé que des chrétiens se sentent menacés, en danger de mort ou menacés dans leurs biens. En octobre 2007, Rami Ayyad, qui dirigeait la Société biblique de la bande de Gaza, a été enlevé et tué. Le Hamas a condamné l'attaque et a promis de traduire les auteurs en justice. La librairie de la Société biblique avait été bombardée six mois auparavant et avait cessé de fonctionner. Récemment, en août 2021, la station balnéaire de Bianco, dans le nord de la bande de Gaza, a été attaquée à l'aide d'un engin explosif par un groupe salafiste-djihadiste inspiré ou associé à l'État islamique (Daesh). La condamnation de l'attaque a été exprimée par tous les groupes politiques, y compris le Hamas lui-même. Le prétexte de l'attaque était que le club balnéaire prévoyait d'organiser un concert mixte, ce qui va à l'encontre de la conviction islamique fondamentale de stricte séparation des sexes. Interrogés sur ce qu'ils pensaient de l'attaque, certains habitants de Gaza l'ont approuvée tandis que d'autres l'ont désapprouvée. Ce dernier attentat témoigne d'une tendance croissante à l'extrémisme religieux, alimentée par ceux qui cherchent à appliquer plus strictement les lois et règles islamiques. Mais les attaques du groupe salafiste-djihadiste ne se sont pas limitées aux sites chrétiens, car l'histoire du conflit avec le Hamas a connu des moments de friction avec des attentats à la bombe et des confrontations même dans les mosquées. (29). En 2013, le Hamas a publié une loi interdisant la mixité dans les écoles, ce qui a mis les écoles chrétiennes et privées mixtes dans des conditions précaires. Néanmoins, les cinq écoles chrétiennes de Gaza qui comptent 3 500 élèves ont pu continuer à dispenser des cours sur la base de la mixité sans interférence, de même que les écoles de l'UNRWA qui appliquent également le système de mixité. (30). Si le Hamas voit le développement de noyaux salafistes-djihadistes comme une menace pour sa propre domination et son contrôle et s'il fait preuve de malléabilité sur la question de la coéducation dans les écoles malgré la loi de 2013, pour les chrétiens et les autres personnes qui cherchent à mener leur vie dans un environnement libre, l'avenir n'est pas de bon augure.

e. Impact socioculturel des communautés chrétiennes

L'impact de l'éducation sur les jeunes esprits élevés dans un environnement d'ouverture culturelle, qui caractérisent de nombreuses écoles confessionnelles et les trois principales universités, a eu pour conséquence d'élargir les perspectives et les options de la jeunesse palestinienne. Cela s'est souvent traduit par la poursuite d'études supérieures et la préférence pour l'étranger afin d'obtenir des diplômes professionnels, en particulier pour ceux qui maîtrisent les langues étrangères. De retour chez eux, ceux qui le font préfèrent rejoindre des organisations internationales et des missions diplomatiques, ou créer leur propre entreprise, que ce soit dans le domaine des technologies de l'information, du tourisme, de l'industrie pharmaceutique, de l'impression numérique, de la céramique, de la

photographie et des autres professions en constante évolution de l'ère numérique. Les enquêtes montrent que les chrétiens palestiniens sont présents dans les professions libérales et qu'un nombre impressionnant d'organisations non gouvernementales et de défense des droits de l'homme a été créé qui sont actuellement dirigées par des Palestiniens chrétiens. Sur le plan politique, les chrétiens palestiniens se sentent à l'aise avec les factions politiques à tendance laïque. Cela s'explique par le fait que ces factions ou partis laïques appellent à une société fondée sur l'égalité des droits de tous les citoyens. C'est cette perspective inclusive qui séduit les chrétiens et leur permet de se sentir plus à l'aise. Avec d'autres compatriotes partageant les mêmes idées et les activistes politiques et sociaux, les chrétiens sont las du confessionnalisme et préfèrent l'identité arabe et palestinienne plus large à l'identification religieuse étroite.

Questions d'identité

Amin Maalouf, dans son livre *Les identités meurtrières (In the Name of Identity : Violence and the Need to Belong)* parle d'"identités disparates", ou de ce que l'on appelle aujourd'hui "identités hybrides", une description appropriée de la réalité du statut des chrétiens autochtones au sein de la société palestinienne et arabe. L'identité est censée rester la même dans des conditions différentes, comme lorsque les dirigeants de l'Église chrétienne, en Palestine et ailleurs dans le monde arabe, appellent les chrétiens à rester enracinés dans leurs identités ancestrales et religieuses et donc à faire partie de leur société et de son entourage, indépendamment des changements d'environnement. Ainsi, les chrétiens doivent être fidèles à leur identité de Palestiniens, d'Arabes, de Syriens, d'Arméniens, etc., enracinée dans les traditions ancestrales de plus de treize Églises différentes auxquelles ils appartiennent. Ils doivent également être loyaux envers la langue, la culture, la géographie et l'écosphère palestinienne avec toutes ses variations, sa flore et sa faune. Ces loyautés relatives aux identités stratifiées sont exactement ce que sont les "identités en patchwork".

Historiquement, la plupart des chrétiens palestiniens ont opté pour l'identité de Palestinien et d'Arabe, puis pour celle de chrétien d'une Église particulière. (31).

Compte tenu de la réalité de l'évolution des environnements religieux à partir de la fin des années 1970, avec l'influence de la révolution iranienne, les chrétiens palestiniens, comme les autres chrétiens du Moyen-Orient, ont dû faire face à des problèmes et des défis identitaires. (32). Avec la politisation croissante de la religion dans la région et au-delà, les chrétiens ont eu tendance à réagir en se repliant sur eux-mêmes, renforçant ainsi leur identité religieuse. L'identité englobante d'une nation arabe illustrée par l'aspiration à une patrie arabe unique, avec ses manifestations socioculturelles connexes auxquelles les Arabes chrétiens ont largement contribué, a été remplacée par une identité religieuse qui assimile l'arabisme à l'islam, et vice versa, et exclut par conséquent les personnes qui ne sont pas de la même religion. Cette évolution accroît le sentiment de marginalisation des chrétiens arabes et palestiniens.

À une certaine époque, lorsque des félicitations pour les fêtes religieuses musulmanes étaient échangées en mentionnant le monde arabe et musulman, certains non-musulmans pensaient que ces félicitations étaient inclusives. Ce n'était pas le cas et ceux qui mentionnaient le monde arabe et musulman dans leurs messages de félicitations assimilaient arabe et musulman et ne voulaient pas étendre le terme "arabe" aux non-musulmans. Il n'est donc pas étonnant que pour certains Palestiniens et Arabes musulmans, les chrétiens et autres communautés religieuses non musulmanes ne soient pas "arabes" puisqu'ils sont d'une autre confession. Bien que ce point aille à l'encontre d'une longue histoire commune d'implication et d'engagement des chrétiens arabes et palestiniens dans les questions politiques, de développement et de société, à commencer par le « réveil arabe » la Nahda, il est compris ici pour le remettre en question et pour stimuler d'autres discussions et échanges à travers la

société palestinienne et arabe. L'omniprésence et la domination de la sphère religieuse sur les autres sphères de la société contribuent au sentiment qu'ont certains chrétiens d'être exclus et de ne pas faire partie du "groupe d'appartenance".

f. Principales institutions et mouvements au sein des Églises

Les institutions et les mouvements au sein des Églises peuvent être classés en trois grandes catégories : service de prestations sociales, pastorale hiérarchique, théologie et réflexion contextuelle.

Dans la catégorie des organisations orientées vers le service solidaire, une étude de 2021 parrainée par la Mission pontificale CNEWA et l'Université Dar Al-Kalima intitulée *Mapping of Christian Organizations in Palestine : Social and Economic Impact*, résume l'étendue de l'activité et de la portée de ces organisations dans la société palestinienne. Sur 296 organisations, 93 écoles, universités et centres professionnels, 19 établissements de santé, 47 institutions de protection sociale, 77 centres culturels et touristiques, 38 centres de jeunesse et de scoutisme, un centre environnemental, et 21 agences de développement locales et internationales, fournissent une grande variété de services à des centaines de milliers de Palestiniens. Ces institutions constituent le troisième employeur du territoire palestinien après l'AP et l'UNRWA, avec plus de 9 000 employés, et elles investissent dans l'économie locale plus de 400 millions de dollars US chaque année. Il convient de noter les quatre hôpitaux spécialisés de Jérusalem, sur six, qui sont gérés par les églises et qui desservent une population de 330 000 patients. Il s'agit notamment de services de dialyse rénale pédiatrique, de services de cancérologie pédiatrique, d'opérations cardiaques compliquées, de services spécialisés de santé maternelle, de soins oculaires, de banques de sang et d'autres services sophistiqués pour les personnes handicapées. (33).

Catégorie hiérarchique et pastorale

Les églises ont leurs paroisses qui répondent aux besoins spirituels et autres des paroissiens. Les sites web des églises énumèrent les paroisses et les pasteurs qui y travaillent, bien que certains de ces sites web datent. Contrairement aux autres Églises, où ce sont les paroissiens eux-mêmes qui soutiennent leurs hiérarchies ecclésiastiques, dans le territoire palestinien, on attend des Églises qu'elles contribuent à fournir divers services, notamment des logements, des bourses d'études, des aides financières ou en nature aux groupes les plus pauvres de leurs paroissiens. Cela s'explique par le fait que les Églises étaient historiquement plus ingénieuses que leurs fidèles et qu'elles étaient responsables non seulement du bien-être spirituel de leurs paroissiens, mais aussi de leur bien-être matériel et quotidien. Cette dépendance vis à vis des Églises a été expliquée par la pratique du système du millet sous les Ottomans, dont les vestiges subsistent encore. Un autre facteur de cette dépendance des fidèles à l'égard des églises est lié à la perception de la richesse et des ressources des églises, du fait qu'elles supervisent les sanctuaires et les lieux saints associés à la vie de Jésus et à la naissance du christianisme dans le pays. Historiquement, les ressources financières positives des Églises les ont amenées à acquérir de vastes terrains et autres biens immobiliers, non seulement dans les localités liées à la vie et à la mission de Jésus-Christ, mais aussi dans toute la Palestine. En outre, le soutien financier reçu par certaines Églises de la part de leurs partenaires et bienfaiteurs ecclésiastiques, en particulier des pays occidentaux, avait suscité l'espoir des fidèles locaux d'être inclus dans cette générosité. Une autre source de revenus pour les Églises, avant la pandémie, était les pèlerinages et les contributions que les pèlerins apportaient avec eux lorsqu'ils se rendaient dans les lieux saints. Ces pèlerinages génèrent des emplois et possibilités d'emploi pour la population locale, mais certains affirment que les revenus que les Églises tirent des pèlerinages dépassent de loin leurs besoins pour gérer les sanctuaires saints et leurs affaires.

Le rôle pastoral de l'Église nécessite l'établissement de séminaires, la diffusion de la littérature catéchistique et l'entretien de différents services, des bâtiments d'église aux cimetières, entre autres. Il s'agit également d'encourager et de guider les différents mouvements de jeunes, de femmes et de la communauté, ainsi que les groupes de scouts, dans leurs activités et échanges au sein de l'Église et avec la communauté au sens large. Bien qu'il y ait des différences entre les Églises dans la contextualisation des activités de ces mouvements et groupes liés aux paroisses, il y a toujours une forte identification des paroissiens et des jeunes impliqués avec leur contexte palestinien et ses défis.

Les treize Églises reconnues, mentionnées précédemment, s'en tiennent au système du statu quo hérité de l'époque ottomane. Ce système continue de réglementer les relations entre les Églises dans les lieux saints, comme à Bethléem et à Jérusalem, et permet aux Églises de gérer leurs propres affaires internes et celles de leurs paroissiens, qu'il s'agisse de questions civiles, comme la délivrance de certificats de mariage, de divorce et de naissance, ou de la gestion de leurs propres écoles, séminaires et autres institutions d'enseignement et de services sociaux. Les Églises ont leurs propres "tribunaux religieux" qui examinent les questions liées à l'état civil de leurs paroissiens, y compris l'authentification des testaments et autres documents et témoignages nécessaires. En outre, les Églises ont le droit d'imprimer et de diffuser le matériel nécessaire au fonctionnement de leurs services ou de stimuler et de rendre compte des activités des jeunes, des femmes, des scouts et d'autres mouvements et groupes. Les décisions des tribunaux ecclésiastiques en matière civile sont reconnues par les gouvernements respectifs de Palestine, de Jordanie et d'Israël. Dans la mesure du possible, le gouvernement s'engage à appliquer les décisions des tribunaux ecclésiastiques en matière de divorce, de pension alimentaire et de garde des enfants. Cette "autonomie" relative des Églises dans ces domaines donne l'impression que les Églises sont protégées de l'empiètement de l'État. En même temps, cette "autonomie" reflète les vestiges d'un système confessionnel datant de l'époque ottomane, où les autorités voulaient désamorcer la force de l'identification nationale en soulignant l'identification religieuse.

Les Églises s'engagent, indépendamment et de concert, à dialoguer et à échanger avec les autres groupes religieux de la société, en particulier la majorité musulmane. Outre les services et les possibilités d'emploi offerts indépendamment de l'origine religieuse, les Églises considèrent qu'une partie de leur témoignage chrétien consiste à s'engager avec d'autres pour trouver les moyens de relever les défis auxquels la société est confrontée. Certaines Églises transforment ces échanges en programmes d'activités, comme l'apprentissage de la musique, qui encouragent le développement conjoint des compétences personnelles et communautaires. (34). La plupart des Églises affirment que leur action dans les écoles, les mouvements de jeunesse, les hôpitaux et les cliniques, et la variété des services qu'elles offrent à la population en général reposent sur l'ouverture et l'acceptation des différences. Certains, dans les hiérarchies ecclésiastiques, insistent sur le fait qu'avec les services de témoignage rendus, la position des Églises sur les questions politiques et sociales brûlantes devrait faire l'objet d'une réflexion dans la prière plutôt que d'émettre des déclarations catégoriques prenant position en faveur d'un côté plutôt que de l'autre ou favorisant une question plutôt qu'une autre. Les Églises, selon ceux qui adoptent cette position, seront toujours là pour témoigner de Jésus-Christ et de son message de salut. D'autres, en revanche, affirment que les prières et les réflexions méditatives sont nécessaires, mais qu'elles doivent aller de pair avec la réponse et l'action face aux inquiétudes, aux malheurs et aux défis des pierres vivantes, des paroissiens et de la communauté palestinienne au sens large. À quoi bon, disent-ils, si les Églises restent avec leurs lieux saints et leurs prières, alors que la plupart des fidèles disparaissent en quittant la terre pour trouver des pâturages plus verts ailleurs ? Une autre question persistante est de savoir comment les Églises font face à l'injustice permanente causée par une occupation militaire israélienne

prolongée. Ainsi, bien que le message du salut, de la vie et de la résurrection du Christ, donc la continuité et la durabilité des Églises avec leurs structures hiérarchiques, puisse être la préoccupation prioritaire de l'Église et de ses chefs spirituels, les réalités sur le terrain soulèvent des questions de responsabilité et de pertinence. Certains fidèles considèrent l'insistance des dirigeants de l'Église sur le message de salut du Christ et la réflexion par la prière comme un exercice de réclusion destiné à protéger les chefs d'Églises et les dirigeants religieux chrétiens d'un engagement direct dans les questions politiques et sociales brûlantes auxquelles la société et la région sont confrontées. Ou bien cette insistance sur le message de salut de l'Église, en période d'incertitude, est-elle un moyen de préserver l'Église et sa continuité en Terre Sainte ?

Théologie et réflexion contextuelle

Le développement d'une théologie contextuelle palestinienne doit être considéré comme faisant partie de l'indigénisation de l'église locale qui a commencé dans les années 1970. Cette indigénisation, avec l'installation d'évêques protestants palestiniens et finalement la nomination du père Michel Sabbah au siège du Patriarcat latin, a ouvert la voie au développement de réflexions et de publications théologiques et contextuelles par des pasteurs, des prêtres et des laïcs palestiniens. (35).

La réflexion théologique et contextuelle dans le contexte palestinien ne peut être comprise sans les personnes qui l'ont motivée et qui l'ont fait avancer, tant au niveau national que vers un public international plus large. La guerre de juin 1967, avec l'occupation israélienne des terres palestiniennes et l'annexion de Jérusalem-Est, a conduit les chrétiens palestiniens à se poser des questions relatives à leur identité et à leur rôle au milieu de changements traumatisants affectant leur vie de Palestiniens : "Qui sommes-nous ? Quel est le sens de notre présence en Terre Sainte ? Quelle est notre identité ? Quelles sont notre vocation, notre mission et notre témoignage ? Que signifie être un arabe palestinien chrétien ici et maintenant ?" (36).

Parmi les premières organisations qui ont cherché à trouver des réponses à ces questions d'identité ou à dénoncer les injustices subies par les Palestiniens, le centre **Al Liqa'** a été fondé par feu Geriees Khoury au début des années 80. La préoccupation d'Al Liqa' et de son fondateur était de souligner que les chrétiens et les musulmans vivaient l'occupation et l'oppression de manière similaire. *Shaabon Wahad La Yaqbal Al Qismah 'Ala Ithnein* = « Un peuple uni qui refuse d'être divisé en deux » était une célèbre devise d'Al Liqa' souvent répétée lors de réunions et de conférences. Ce qui unit les Palestiniens est bien plus fort que les éléments de division, réels ou imaginaires. Avec les articles et les interventions des deux conférences annuelles publiés dans le Journal d'Al Liqa', on espérait que la diffusion auprès d'un public plus large, y compris les étudiants universitaires, en particulier à l'Université de Bethléem, contribuerait à créer un changement d'attitude en faveur d'une société inclusive, de l'ouverture religieuse et de la compréhension de l'autre. Al Liqa' a prêché aux convertis, puisque les mêmes personnes assistaient à ses conférences annuelles et que les mêmes arguments étaient présentés encore et encore. Le cercle ne s'est jamais élargi, mais les contributions des recherches et des échanges effectués par Al Liqa' ont permis d'animer la discussion sur l'identité et la relation aux autres dans la société, en particulier lorsque les sociétés arabes voisines, l'Irak et la Syrie, étaient témoins de transformations douloureuses affectant les identités religieuses et nationales. (37). À la fin des années 70 et dans les années 80, la Commission catholique Justice et Paix a été activée par l'Église catholique de Jérusalem, mais elle est restée une commission de réflexion qui n'a pas touché la base. Les déclarations qu'elle a publiées, exposant les conditions de vie difficiles des Palestiniens sous l'occupation israélienne, ont été partagées avec des commissions similaires dans différents pays et avec la hiérarchie catholique à Rome et ailleurs. (38).

En 1989, **Naim Ateek**, un pasteur anglican de Jérusalem, a publié « *Justice et rien que la Justice : Une théologie palestinienne de la libération* ». Le livre s'opposait aux arguments bibliques utilisés principalement par les sionistes chrétiens et, sur la base de la Bible et de ses commandements, appelait à la justice pour les Palestiniens opprimés et déshérités. Peu après la publication de ce livre, le Centre œcuménique **Sabeel** de Théologie palestinienne de la libération a été fondé. (39). Sabeel a organisé des conférences internationales annuelles pour sensibiliser les amis de Sabeel, principalement en Amérique du Nord et en Europe, aux réalités de l'occupation israélienne et aux injustices commises contre les Palestiniens. L'une de ces conférences mémorables est celle qui s'est tenue à l'Université de Bethléem en juin 1998 sur le thème : « *Le défi du Jubilé : Que nous demande Dieu ?* » Au cours de cette conférence, le regretté professeur Edward Said et la Dr Hanan Ashrawi, parmi d'autres orateurs éminents, se sont adressés à un auditorium comble. (40). Sabeel a rassemblé un groupe de personnes locales comme base pour son action internationale. Ce groupe est néanmoins resté limité dans ses efforts de recrutement ainsi que dans son impact global sur les discussions et les échanges avec la société en général. À son crédit, Sabeel continue d'organiser à Jérusalem des journées de prière œcuméniques, de commémorer les événements survenus en Palestine et ailleurs et de faciliter les rencontres de pasteurs et de membres du clergé, de jeunes, de femmes et d'autres personnes pour discuter de questions pertinentes et tracer des voies d'avenir.

Mitri Raheb est un théologien contextuel qui est largement publié dans différentes langues et qui a officié comme pasteur de l'église luthérienne de Noël à Bethléem pendant de nombreuses années. Raheb a lancé sa riche carrière d'éditeur, avec plus de seize livres et des dizaines d'articles publiés à ce jour, en 1995 avec *I am a Palestinian Christian*. (41). Parce qu'il estime que la théologie ne peut à elle seule apporter les réponses aux maux et aux défis de la société, Raheb croit en la complémentarité de l'engagement public et de la théologie. En 1995, il a créé Dar al-Nadwa à Bethléem qui a transformé les bâtiments adjacents à l'une des rues étroites de Bethléem en un centre de conférences, d'art et d'artisanat, de production et de projection de films et de diverses activités culturelles et sociales. En 2006, Raheb s'est lancé dans la création du collège Dar Al Kalima (42), qui a été officiellement désigné comme université en août 2021. En 2011, Diyar Publishing a été lancé avec des dizaines de livres sur le christianisme, la société, l'histoire et les manifestations culturelles et artistiques palestiniennes déjà publiés. En janvier 2014, Raheb a publié l'impressionnant « *Faith in the Face of Empire : La Bible à travers les yeux des Palestiniens* ». Il a cherché à montrer comment la réalité de l'empire a un impact sur le contexte de la bible par rapport à l'expérience du conflit entre Israël et les Palestiniens. En conséquence, il propose une interprétation différente du texte biblique, enracinée dans la bible elle-même et dans le contexte palestinien, qui permet de mieux comprendre le conflit actuel en Terre Sainte du point de vue de ceux qui subissent l'occupation et l'oppression. Raheb a touché la douleur des Palestiniens pendant l'occupation israélienne de Bethléem et le siège de l'église de la Nativité entre avril et mai 2002 avec son livre émouvant publié en 2004 *Bethlehem Besieged : Stories of Hope in Times of Trouble*, qui a été très bien accueilli. La couverture médiatique et les conférences et séminaires, dans le monde entier, auxquels le révérend Raheb participe ou qu'il organise, témoignent d'un engagement en faveur de la justice pour les Palestiniens et les sociétés inclusives dans le Moyen-Orient arabe qui font des différences un facteur positif pour relever les défis de la citoyenneté. Récemment, Raheb a publié *The Politics of Persecution : Middle Eastern Christians in an Age of Empire*, édité par Baylor University Press, 2021, et a entrepris une série de lancements d'ouvrages aux États-Unis, avec des contacts avec des publics en Europe et dans le monde entier.

Il convient de noter les efforts de Raheb dans le lancement du CAFCAW (*Christian Academic Forum for Citizenship in the Arab World*), qui rassemble des universitaires, des

jeunes diplômés et des militants de la société civile pour partager des recherches, des expériences et des idées. L'accent est mis sur le Liban, l'Égypte, la Jordanie et la Palestine, ainsi qu'une attention aux développements en Syrie et en Irak. En décembre 2014, le CAFCAW a été lancé à Beyrouth avec le document "*Du Nil à l'Euphrate : L'appel de la foi et de la citoyenneté*", élaboré par un groupe d'intellectuels, d'universitaires et de théologiens arabes lors de conférences et de séminaires. Le document met en évidence dix questions ou sujets critiques à approfondir et à débattre, parmi lesquels : des constitutions justes et l'État de droit, la pleine dignité et la sécurité de chaque personne, une qualité de vie saine pour tous, la justice entre les sexes, un avenir plein d'espoir pour la jeunesse. La pleine citoyenneté est au cœur de l'agenda du Forum et est considérée comme une condition essentielle et nécessaire pour créer des sociétés plus pacifiques, démocratiques et prospères dans le monde arabe. (43).

En 2005, un groupe dynamique de personnalités religieuses et publiques actives s'est réuni sous la direction du patriarche émérite Michel Sabbah et a élaboré ce qui allait devenir le document de **KAIROS Palestine** sur le modèle du document de KAIROS Afrique du Sud de 1985. Publié en 2009, KAIROS Palestine abordait la question de la poursuite de l'occupation israélienne et s'adressait aux musulmans, aux juifs, aux autorités d'occupation israéliennes et à l'opinion publique mondiale pour les sensibiliser au "péché de l'occupation" et leur faire comprendre que le mal était l'occupation elle-même et non les personnes qui l'appliquent. Il s'agissait d'un message de non-violence émanant du témoignage et de la compassion des chrétiens palestiniens, et il exposait clairement les coûts humains et autres d'une occupation continue pour l'occupant et pour l'ensemble des personnes occupées. Outre le patriarche Michel Sabbah, les autres auteurs de KAIROS Palestine sont Rifat Kassis, l'organisateur du groupe, l'archevêque Atallah Hanna, les révérends Mitri Raheb et Naim Ateek et Yusef Daher, directeur du Centre inter-églises de Jérusalem. Récemment, en décembre 2021, le message de KAIROS a été réaffirmé lors d'une réunion nationale des chrétiens de la région de Bethléem, dirigée par le patriarche émérite Michel Sabbah, qui a parlé des affinités et de la vie commune des chrétiens palestiniens avec la société en général. (44).

Le **YMCA** et le **G** sont des organisations actives en Cisjordanie (*Union Chrétienne de Jeunes Gens -UCJG- et de Jeunes Femmes*) avec le YMCA dans la bande de Gaza. Elles offrent d'importantes possibilités éducatives, sociales et sportives aux jeunes gens et jeunes femmes, y compris un centre de réadaptation à Beit Sahour qui a été créé à l'origine pour servir les personnes devenues handicapées pendant la deuxième Intifada. L'initiative conjointe de plaidoyer de la YMCA et de la YWCA de Palestine cherche à atteindre différentes organisations de jeunesse, ainsi que des publics plus larges pour attirer leur attention sur les conditions de vie catastrophiques des Palestiniens sous occupation. Une partie de leur activité de plaidoyer consiste également à planter des oliviers, en particulier dans les zones où les colons ont déraciné des oliviers séculaires, privant ainsi des centaines d'agriculteurs palestiniens de leur source de revenu. Le YMCA de Jérusalem-Est fait partie du forum ACT Alliance Palestine, avec l'Église évangélique luthérienne et le département de service aux réfugiés palestiniens du Conseil des Églises du Moyen-Orient et plusieurs organisations internationales liées à l'Église qui s'occupent des Palestiniens éprouvés par le conflit permanent à Gaza et les conditions économiques et sociales désastreuses en Cisjordanie. (45).

Après la deuxième Intifada, les deux évêques protestants de Jérusalem ont appelé la communauté internationale et les Églises de l'Ouest à témoigner de l'injustice causée par la poursuite de l'occupation israélienne avec la construction du mur d'apartheid qui a commencé en 2002. En conséquence, les différentes Églises partenaires, à travers le monde mais plus particulièrement dans les pays occidentaux, ont coopéré pour mettre en place le Programme œcuménique d'accompagnement en Palestine et en Israël (**EAPPI**). Ce

programme permet à des volontaires d'autres nations d'accompagner des Palestiniens dans les zones de Cisjordanie les plus exposées à la violence et aux effets négatifs de la barrière de séparation, des points de contrôle militaires, de l'intimidation des colons à Hébron sur les communautés palestiniennes, les familles, les enfants, les commerçants et les agriculteurs. En raison de la pandémie de Covid19, le programme s'est arrêté mais il est prévu de le reprendre une fois la pandémie passée. (46).

En 2010, le Bethlehem Bible College, qui est associé aux chrétiens évangéliques palestiniens, a lancé sa première conférence bisannuelle "**Christ at the Checkpoint**", (*Christ au Barrage militaire*) à laquelle ont participé des évangéliques des États-Unis et de Terre Sainte. Selon le site Web de la conférence, "La mission de "Christ at the Checkpoint" est de mettre les évangéliques au défi de prendre la responsabilité d'aider à résoudre les conflits en Israël/Palestine en s'engageant dans l'enseignement de Jésus sur le Royaume de Dieu". Pour ce faire, il est nécessaire de "discuter des réalités des injustices dans les territoires palestiniens et de faire prendre conscience des obstacles à la réconciliation et à la paix." Cibler les évangéliques et leur soutien biblique à Israël ignorant les injustices subies par les Palestiniens, permet de toucher un groupe important de gens qui ont soutenu aveuglément Israël et ses politiques, ses activités de colonisation et ses mesures punitives contre les Palestiniens. (47). Parmi les autres efforts d'ouverture, parrainés en partie par le Haut Comité, on peut citer la réunion à Atlanta des chefs d'Églises de Jérusalem avec leurs homologues des États-Unis, en présence du Président Jimmy Carter. (48). Récemment, en décembre 2021, les chefs des Églises de Jérusalem ont publié une déclaration mettant en garde contre les menaces que font peser les groupes juifs radicaux marginaux sur les chrétiens et les Églises, et appelant à la protection des quartiers historiques précis de Jérusalem et à la préservation de l'intégrité culturelle du quartier chrétien, à l'instar de la protection juridique accordée au quartier juif dans la vieille ville de Jérusalem. (49).

g. Défis majeurs

Défi des contextes palestinien et arabe

La Palestine reste un pays sous occupation avec tous les épreuves et les calamités que cela entraîne. Alors que nous faisons face à ces souffrances et que nous nous efforçons de mettre fin à l'occupation israélienne, nous sommes confrontés à une multitude de difficultés et de défis. Tout d'abord, comment faire face à l'occupation ? Notre préférence, en tant que chrétiens palestiniens, comme l'illustrent les mouvements et les institutions de l'Église évoqués ci-dessus, va à la non-violence, qui est également adoptée par nos compatriotes palestiniens qui appliquent la résistance populaire non-violente face aux colons et aux soldats israéliens, dans les zones rurales de Cisjordanie menacées d'expropriation. En raison de notre foi et de nos liens linguistiques et éducatifs, nous voyons également le défi d'atteindre des publics internationaux, principalement en Occident, afin de les sensibiliser aux réalités de l'injustice et de les encourager à agir sur celles-ci avec leurs politiciens, leurs églises et leurs sociétés. L'action pour relever ce défi ne se limite toutefois pas aux groupes "accessibles", car il y a une obligation, comme le soulignent les écrits des théologiens palestiniens et comme l'indique avec éloquence le document de KAIROS sur la Palestine, d'atteindre les Israéliens qui ne sont pas conscients des maux de l'occupation et qui ne peuvent reconnaître les Palestiniens et leur droit en tant que peuple. L'incapacité à établir des liens avec les groupes israéliens et juifs découle de la crainte d'être accusé de s'accommoder de l'occupation et, pire encore, de collaborer avec l'ennemi. Le courage moral et religieux est nécessaire ici, au moins pour évaluer la possibilité d'échanger avec des groupes juifs et israéliens pour s'ouvrir au récit palestinien. Ceci est problématique à un moment où la construction de nouvelles colonies, la judaïsation de la Ville Sainte, l'insistance des politiciens israéliens à refuser la création d'un État palestinien et à nier l'ensemble des questions et des

droits auxquels les Palestiniens ont droit en vertu du droit international et des résolutions de l'ONU.

Un autre défi concerne notre dialogue avec nos compatriotes musulmans. Avec toutes les activités, mouvements et institutions que les Églises gèrent au profit de tous les Palestiniens, on a toujours le sentiment que les chrétiens doivent être les initiateurs du dialogue et des échanges. Il est rare, lors d'événements, de conférences et de séminaires traitant des positions des Palestiniens chrétiens sur des questions politiques, religieuses et autres, de voir un bon nombre de compatriotes musulmans y participer. Le problème devient alors celui de la méconnaissance par les compatriotes musulmans des investissements réalisés par le clergé et les laïcs chrétiens palestiniens pour promouvoir la justice et la fin de l'occupation israélienne des terres palestiniennes. Ce fossé de sensibilisation, qui découle d'un manque de connaissances ou parfois d'un manque de volonté d'apprendre et de connaître les autres, donne l'impression que les Palestiniens chrétiens ont leur façon de faire et les Palestiniens musulmans la leur. Les Palestiniens vivent dans une seule et même réalité : ce qui affecte une partie affecte toutes les parties.

La religionisation de la sphère publique, l'"islamisation" comme certains appellent ce phénomène, pose un problème aux Palestiniens chrétiens qui ont toujours vécu côte à côte avec les musulmans. En effet, le "dialogue de vie" qui voit musulmans et chrétiens côte à côte dans les institutions publiques et privées, l'éducation, les échanges dans la vie quotidienne, le voisinage, la vie sociale et culturelle est remis en cause par certains. Les localités où l'on trouve et ressent des chrétiens, comme les régions de Bethléem et de Ramallah, voient des relations plus conviviales entre les communautés, les liens sociaux et autres restant forts. Mais la perception des chrétiens et des Palestiniens d'esprit laïc est que la sphère publique en général et même le langage et les échanges quotidiens sont imprégnés ou interprétés par une approche strictement religieuse. Cette approche exclusivement religieuse peut devenir réductrice par nature, expliquant tout par la religion, ce qui brouille nécessairement une évaluation plus globale de la situation vécue et des réalités qui influencent la vie de tous les Palestiniens. Comme quelqu'un l'a souligné, la foi et la croyance sont du cœur, et elles doivent le rester, mais lorsqu'il s'agit d'expliquer et d'interpréter des faits, nous devons nous appuyer sur des explications factuelles et prouvées.

L'un des défis perçus par les chrétiens palestiniens est celui des mariages mixtes. Bien que le phénomène n'ait pas été étudié, le fait est qu'avec la diffusion de l'enseignement supérieur et l'ouverture du marché du travail aux femmes, entre autres développements socio-économiques et culturels, les opportunités pour les jeunes hommes et femmes de se rencontrer et de se connaître ont augmenté. Lorsque ces rencontres débouchent sur un mariage, les familles des deux côtés du clivage religieux s'y opposent. Souvent, les familles chrétiennes ont une réaction plus forte aux mariages mixtes en raison de considérations sociales, religieuses et familiales. Les impressions et les confusions abondent sur le sujet, même si les mariages mixtes restent statistiquement peu fréquents.

Un autre défi qui se fait de plus en plus sentir est l'empiètement sur les terres, les maisons et les propriétés privées. Ce phénomène n'est pas propre aux chrétiens, mais il est particulièrement ressenti par eux, car ils se considèrent comme la partie en situation de faiblesse lorsqu'il s'agit de protéger leurs droits de propriété. Compte tenu de l'incapacité de l'Autorité palestinienne à faire appliquer les décisions de justice, comme indiqué plus haut, les segments les plus faibles de la société palestinienne, et pas seulement les chrétiens, risquent d'être la proie d'empiètements sur les terres et les propriétés sans pouvoir recourir à la loi et à ses agents d'exécution publics. Ce phénomène est lié à la valeur croissante des terres et des biens immobiliers à des fins de développement qui, étant donné l'espace limité

disponible pour la construction palestinienne en raison des restrictions israéliennes, devient la cible de groupes d'intérêt organisés et de ceux qui cherchent à faire fortune rapidement.

Le contexte arabe est passé de l'époque des aspirations nationales accompagnant le réveil arabe à celle des identifications religieuses et ethniques plus étroites, pays par pays. À l'intérieur d'un même pays, les divisions selon ces paramètres sont devenues la norme, avec par exemple l'islam chiite et sunnite, les alaouites, les chrétiens, les yézidis et les Kurdes. La transformation des identités met en évidence un échec que tous les États arabes ont connu après la colonisation. Les classes moyennes et supérieures naissantes ont échoué ; au lieu de cela, les militaires et les militants, appartenant généralement à des groupes ethniques et religieux, ont pris le pouvoir. Les développements et l'impact de « l'Empire », comme l'ont souligné Raheb et d'autres intellectuels arabes, ont touché tous les aspects de la vie, et ont mis en évidence la décomposition et la tribalisation des sociétés arabes. La Palestine n'est pas à l'abri de ces développements. Le fait inquiétant est que ces développements, avec la poursuite de l'occupation israélienne et l'impasse politique, créent un environnement psychologique dans lequel les chrétiens et les personnes d'esprit laïque cherchent une issue. Ce facteur d'incitation pousse les plus jeunes à envisager de partir ; les recherches sur la manière dont les sociétés civiles arabes peuvent évoluer vers des sociétés de citoyenneté restent limitées et mettent en évidence l'échec global de l'évolution dans cette direction. L'un des résultats de ces évolutions inquiétantes est que les communautés religieuses et ethniques finissent par se séparer de la société dans son ensemble, parfois même physiquement, avec leur propre espace géographique.

Les relations inter-Églises et celles des fidèles avec leurs hiérarchies

Certaines églises ont tendance à se concentrer sur leurs propres affaires et leurs problèmes de gestion alors qu'elles sont confrontées à des défis financiers et administratifs croissants. Cela crée souvent un certain malentendu avec leurs fidèles, qui considèrent les préoccupations de l'Église comme éloignées de leurs propres préoccupations et problèmes. D'autres églises considèrent leur travail pastoral comme une nécessité collatérale à leur présence en Terre Sainte. Elles présentent leurs missions comme un service aux habitants, alors que l'essentiel est la préservation des Lieux Saints et autres sites associés à la vie de Jésus-Christ. Néanmoins, au cours des siècles d'association entre les différentes hiérarchies et la population chrétienne locale, la dépendance à l'égard des églises est devenue la norme, que ce soit en matière d'emploi, d'éducation, de soins de santé, de logement ou d'autres éléments essentiels. Cette dépendance a empêché le développement de communautés chrétiennes locales parallèlement à leurs églises et avec elles. Au lieu que les fidèles soutiennent les églises, c'est l'inverse qui se produit. Cette situation a eu pour effet d'accroître le pouvoir des hiérarchies ecclésiastiques et de donner un sentiment de marginalisation à la population chrétienne autochtone.

Aujourd'hui, avec les développements socio-économiques et sociaux, de nombreux jeunes chrétiens instruits prennent leurs distances par rapport à leurs églises et suivent leur propre voie. L'action des églises, en particulier pendant la pandémie de Covid19, a été minimale, malgré les efforts déployés ici et là, ce qui a aggravé les difficultés des relations entre les hiérarchies ecclésiastiques et la population locale.

Compte tenu des réalités des différentes églises, de leurs champs d'action et de leurs missions, il est peu probable que les églises se réunissent un jour pour tendre la main, entre autres, à leurs différentes circonscriptions. La nature fragmentée des Églises continuera d'exister, chacune s'occupant de son propre troupeau et de ses préoccupations étroites, malgré les appels et les rassemblements cérémoniels de la Semaine de prière pour l'unité des chrétiens et d'autres rencontres inter-Églises.

Face à ces réalités, les fidèles laïcs eux-mêmes ne sont pas du même avis lorsqu'il s'agit d'adopter des moyens pour faire face à leur éloignement de leurs églises. Certains choisissent d'assister régulièrement aux services religieux sans attendre de retour matériel de la part des églises. D'autres en viennent à considérer l'Église comme un club exclusif pour certaines familles qui cultivent les relations avec le curé et le pasteur. D'autres encore ne s'intéressent pas aux activités organisées par les Églises à l'intention exclusive de leurs membres, car ils voient leur contexte dans une perspective plus large. Parmi les questions qui touchent aux relations entre la hiérarchie de l'Église et les fidèles, il y a celles de la nationalité, comme l'appel à "arabiser" les hiérarchies des Églises locales, le Patriarcat grec orthodoxe étant au cœur de cet appel depuis des décennies. Même dans l'Église catholique latine ou romaine, avec le précédent des deux patriarches arabes, certains souhaitent que les futurs patriarches soient d'origine arabe. D'autres questions concernent la perception ou la mauvaise perception des décisions prises par les chefs d'Églises, comme dans les Églises syriaque et arménienne, qui touchent à l'immobilier et à d'autres questions relatives aux contextes sociaux et politiques plus larges.

Comment les Églises peuvent-elles se rapprocher des fidèles ? Que doivent faire les Églises pour atteindre les jeunes Palestiniens instruits et les attirer ? L'avenir verra-t-il la disparition des communautés locales, étant donné qu'un nombre croissant de leurs membres cessent d'assister aux offices religieux et que les Églises se concentrent davantage sur les questions banales, administratives et cléricales et sur la gestion des propriétés et des lieux saints ? Existe-t-il un moyen de faire descendre les hiérarchies de leur tour d'ivoire et de les rapprocher de leurs électeurs, de leurs préoccupations et de leurs intérêts ? Des questions difficiles, en effet, qui cherchent des réponses pour la survie et la durabilité de l'Église en Palestine.

La diaspora chrétienne palestinienne ?

Un autre défi important touchant les Églises et leurs relations avec les fidèles locaux est celui de la diaspora chrétienne palestinienne dans le monde. À l'exception d'événements spéciaux qui amènent les membres des communautés de la diaspora à venir visiter ou à interagir avec leurs villes et villages d'origine, en particulier pendant les périodes difficiles où les confrontations militaires et les événements majeurs font la une des journaux, il n'existe aucun système pour maintenir le contact entre ces communautés et la population chrétienne locale. Il y a beaucoup de travail à faire dans ce domaine. Il est possible qu'un groupe de laïcs locaux et de membres du clergé de différentes Églises, ainsi que certains membres de la diaspora, se réunissent pour réfléchir ensemble et élaborer une stratégie sur la manière de définir une feuille de route pour les relations entre les communautés de la diaspora et le pays d'origine. Il est nécessaire que les communautés de la diaspora maintiennent un contact et un soutien durables. Outre l'identification émotionnelle et les contributions financières, la riche expérience des communautés palestiniennes de la diaspora dans les domaines du commerce, de la finance, de l'industrie, de l'entrepreneuriat, de l'université et d'autres domaines d'expertise peut s'avérer utile pour soutenir les communautés locales qui restent dans leurs villes. Nous ne devons pas attendre des communautés de la diaspora qu'elles prennent l'initiative, bien qu'elles le fassent en temps de crise, mais nous devons prendre l'initiative nous-mêmes et entamer un processus d'ouverture stratégique vers ces communautés de la diaspora.

Pour les fidèles chrétiens palestiniens, les défis qu'ils soulignent depuis deux ou trois décennies sont, dans cet ordre, l'émigration, les conditions économiques, l'islamisation, les questions d'identité et les mariages mixtes. Ils sont également lassés des défis auxquels sont confrontées leurs églises et les relations inter-églises. La poursuite de l'occupation israélienne, le mur d'apartheid et les mesures prises par les forces d'occupation israéliennes

dans les territoires palestiniens, ainsi que l'absence de paix, sont également des questions qui préoccupent les chrétiens palestiniens. Sans les conditions qui permettraient une paix juste et durable, avec la fin de l'occupation israélienne et l'exercice du droit inaliénable à un État, les chrétiens palestiniens sont las de voir se poursuivre l'émigration et l'hémorragie des leurs. (50).

L'émigration a toujours été perçue comme le plus grand défi à la présence permanente des chrétiens palestiniens. Le fait que plus de huit chrétiens palestiniens sur dix se trouvent à l'étranger constitue un facteur d'attraction supplémentaire pour les membres restants des familles qui souhaitent rejoindre d'autres membres déjà à l'étranger.

Les conditions économiques sont toujours soumises aux vicissitudes politiques vécues dans le pays et la région. En période de turbulence et de confrontation politique en Palestine et en l'absence de pèlerins et de touristes, dont Bethléem et Jérusalem dépendent pour leur économie, les jeunes sont particulièrement susceptibles d'émigrer et de rejoindre d'autres membres de leur famille à l'étranger. Sans une paix durable dans le pays, l'émigration continuera à voir une augmentation sporadique du nombre de ceux qui choisissent d'émigrer, qu'ils soient chrétiens ou musulmans.

h. Perspectives d'avenir

L'héritage que nos parents, grands-parents et arrière-grands-parents nous ont laissé est que cette terre de Palestine est la nôtre. Tout au long de l'histoire, les connexions et les liens entre les communautés chrétiennes, musulmanes, juives et autres communautés religieuses et ethniques en Palestine étaient plus variés que le simple élément religieux ou l'identité politisée des temps plus récents. En tant que chrétiens palestiniens autochtones, nous ne pouvons ignorer les défis auxquels notre société est confrontée, qu'ils soient politiques, avec l'objectif de mettre fin à l'occupation israélienne ; sociaux, avec le façonnement d'une société qui réponde aux besoins et aux exigences de tous ses citoyens à l'ère de l'électronique et des pandémies ; culturels, avec le maintien des traditions qui renforcent notre identité commune en tant que peuple enraciné dans la terre, son histoire et son patrimoine ; économiques, avec le renforcement des possibilités et des opportunités offertes aux jeunes, indépendamment de leurs préférences religieuses, politiques ou personnelles. Sans liens et sans ouverture aux autres, nous ne pouvons survivre ni en tant que croyants chrétiens ni en tant que Palestiniens loyaux. L'avenir est garanti en réaffirmant ce qu'il y a de meilleur dans notre passé et notre présent palestiniens, en célébrant notre humanité et en dépassant les préjugés qui accompagnent les identités étroites, ces identités qui, selon Amin Maalouf, pourraient conduire à la violence et à l'exclusion des autres. Il n'est que juste de terminer par la réflexion optimiste et assurée du patriarche latin émérite Michel Sabbah qui a réaffirmé, lors d'un échange avec des jeunes, qu'en tant que chrétiens palestiniens, nous n'avons pas d'autre choix que de rester sur notre terre, de regarder la peur dans les yeux et de compter sur nous-mêmes et sur nos compatriotes palestiniens pour surmonter les défis auxquels notre terre bien-aimée est confrontée. Malgré l'optimisme, il est urgent que les chrétiens palestiniens et leurs Églises se lancent dans une évaluation stratégique de la présence chrétienne en Terre Sainte et de ses perspectives sur cette terre. Comme le souligne cet article, il existe diverses sources de richesse et une réflexion solide sur les développements, politiques et autres, qui touchent la société et tous ses habitants. Ces forces, ainsi que la richesse intellectuelle exprimée, devraient être rassemblées pour mener une réflexion stratégique sur l'avenir. C'est peut-être l'un des principaux défis auxquels les chrétiens sont confrontés et leur présence sur la Terre des Racines.

Traduit de l'anglais par Marguerite d'Huart. Un grand merci à elle !

Notes

1. <https://www.unrwa.org/where-we-work/gaza-strip>
En particulier, les huit camps de réfugiés palestiniens de la bande de Gaza présentent des densités de population parmi les plus élevées au monde. 5 046/km² (13 069,1/sq mi).
2. https://happiness-report.s3.amazonaws.com/2021/WHR+21_Ch2.pdf
L'indice est composé de six catégories. Il s'agit du produit intérieur brut par habitant, du soutien social, de l'espérance de vie en bonne santé, de la liberté de faire ses propres choix de vie, de la générosité de la population générale et de la perception des niveaux de corruption interne et externe.
3. George Akroush, CNEWA - Mission pontificale et Université Dar al-Kalima, Mapping of Christian Organizations in Palestine : Social and Economic Impact, Diyar Publisher, 2021
<https://www.daralkalima.edu.ps/uploads/files/Mapping%20of%20Christian%20Organizations%20Final.pdf>
4. Theodor Hanf et Bernard Sabella, A Date with Democracy Palestinians on Society and Politics, An Empirical Survey, traduit de l'allemand par John Richardson, Arnold Bergstraesser Institut, 1996 p. 67.
5. Legrain Jean-François. "*Autonomie palestinienne : la politique des néo-notables*," in : **Revue du monde musulman et de la Méditerranée**, n°81-82, 1996. Les partis politiques dans les pays arabes - 1. Le Machrek. pp. 153-206 ; <https://doi.org/10.3406/remmm.1996.1761>
https://www.persee.fr/doc/remmm_09971327_1996_num_81_1_1761 Accessed 27/05/2021.
6. <https://www.history.com/topics/middle-east/oslo-accords>
7. Pour l'Intifada des pierres, qui s'est déroulée du 9 décembre 1987 au 19 janvier 1993, voir Joe Stork "The Significance of Stones", Middle East Report 154 <https://merip.org/1988/09/the-significance-of-stones/>.
8. Pour l'Intifada d'Aqsa, qui s'est déroulée du 28 septembre 2000 au 25 janvier 2006, voir <https://www.paljourneys.org/en/timeline/overallchronology?sideid=6526>.
9. Voir la critique de Dorothy Jean Weaver sur *Bethlehem Besieged* de Mitri Raheb : Stories of hope in times of trouble. Fortress Press, 2004. 157 pages.
http://www.scielo.org.za/scielo.php?script=sci_arttext&pid=S0259-94222008000300028
10. Sur le mur ou la barrière de séparation, voir le rapport du Centre d'information israélien pour les droits de l'homme dans les territoires occupés, B'TSELEM, https://www.btselem.org/topic/separation_barrier.
11. Voir le texte ainsi que les signataires sur le site de l'Institut de la Paix des États-Unis <https://www.usip.org/programs/alexandria-declaration>.
12. Pour les cinq objectifs spécifiques du Conseil, voir <https://www.peaceinsight.org/en/organisations/crhl/?location=israel-palestine&theme>
13. <http://www.worldbank.org/en/country/westbankandgaza>
14. <https://reliefweb.int/report/occupied-palestinian-territory/gaza-rapid-damage-and-needs-assessment-june-2021>
15. <https://www.middleeastmonitor.com/20190107-hamas-has-a-positive-legacy-with-christians-but-it-faces-a-serious-test/28> .
Le Hamas croit et adhère à une gestion de ses relations avec les Palestiniens fondée sur le pluralisme, la démocratie, le partenariat national, l'acceptation de l'autre et l'adoption du dialogue. L'objectif est de renforcer l'unité des rangs et l'action commune dans le but d'atteindre les objectifs nationaux et de répondre aux aspirations du peuple palestinien. <https://www.middleeasteye.net/news/hamas-2017-document-full> La charte modifiée reconnaît la dimension chrétienne du palestinisme. Il faut cependant noter que même les personnalités affiliées au Hamas, généralement des religieux, qui entreprennent de rendre visite aux dirigeants chrétiens de Gaza pour les féliciter à l'occasion de leurs fêtes religieuses et pour souligner l'unité de tous les Palestiniens, sont elles-mêmes très critiques à l'égard du christianisme et de ses croyances, en particulier la Trinité, la crucifixion et la résurrection de Jésus-Christ, et qu'elles diffusent parfois de tels messages en public.
16. Pour le Protocole de Paris, voir https://unctad.org/system/files/information-document/ParisProtocol_en.pdf
Le préambule du Protocole de Paris énonce la nécessité d'une coopération économique et financière comme base pour parvenir à une paix juste, durable et globale. Pour la main-d'œuvre palestinienne en Israël, voir https://www.pcbs.gov.ps/portals/_pcbs/PressRelease/Press_En_15-2-2021-LF-en.pdf
17. Voir les rapports de la Banque mondiale sur l'économie de la Cisjordanie et de la bande de Gaza sur <http://www.worldbank.org/en/country/westbankandgaza>
18. Pour ces statistiques et d'autres sur la population palestinienne en 2020, voir <https://www.pcbs.gov.ps/site/881/default.aspx>
19. Pour la période byzantine et l'impact du Concile de Chalcédoine sur la division des Églises entre chalcédoniennes et non-chalcédoniennes, voir Carl Pace, 2008, Jerusalem in the Time of Emperor Justinian (527-565 CE) Sancta Civitas Hierusalem.
<https://view.officeapps.live.com/op/view.aspx?src=http%3A%2F%2Fngsba.org%2Fwp-content%2Fuploads%2F2019%2F02%2FJerusalem-Byzantine.ppt&wdOrigin=BROWSELINK>

20. Pour un bref résumé historique de chacune des treize Églises officiellement reconnues, voir la conférence commémorative Sami Hadawi de Bernard Sabella, Al Multaqa Al Fikri Al 'Arabi Amman, Royaume hachémite de Jordanie, 22 septembre 2004, "Palestinian and Arab Christians : The Challenges Ahead ".
21. Pour le texte du Mémoire, voir <https://www.oikoumene.org/resources/documents/1994-memorandum-of-their-beatitudes-the-patriarchs-and-of-the-heads-of-christian-communities-in-jerusalem>.
22. Bureau central palestinien des statistiques, enquête démographique 2017 <https://www.pcbs.gov.ps/Downloads/book2364.pdf>
Pour les débuts et une brève histoire du christianisme dans la bande de Gaza jusqu'à l'époque moderne, voir Encyclopedia of Christianity in the Global South, édité par Mark A. Lamport, Rowman and Littlefield, Lanham, Boulder, New York, Londres 2018.
23. Pour un aperçu centenaire de la population chrétienne palestinienne entre les années 1920 et 2020, voir l'article de Bernard Sabella "Palestinian Christians Centennial Historical & Demographic Developments", accepté pour publication dans le Journal of South Asian and Middle Eastern Studies de l'université de Villanova, Villanova, Pennsylvanie.
24. <https://www.palestinianbasiclaw.org/basic-law/2003-amended-basic-law>
25. L'étude de Sabeel sur le programme d'études palestinien a été achevée en 2018. Une conversation téléphonique avec Omar Harami, directeur de Sabeel à Jérusalem, en décembre 2021, a confirmé la nécessité pour les éducateurs chrétiens d'être stratégiques au sujet du programme d'enseignement religieux et de présenter leur contribution au ministère de l'Éducation qui, par expérience, est réceptif aux idées et aux contributions pour améliorer le programme.
26. Voir la page web du HPCCA sur le décret présidentiel et la composition actuelle du comité à l'adresse https://hcc.plo.ps/?page_id=2742&lang=en.
27. <https://www.christianitytoday.com/news/2019/november/palestinian-evangelicals-gain-official-recognition.html>
28. Le système ottoman des millets, qui se traduit par des dispositions religieuses, administratives et judiciaires autonomes pour les communautés non musulmanes, a été initié par les décrets impériaux Khatt-i-Sherif de 1839, la première charte des libertés et des garanties pour les musulmans et les non-musulmans, qui assure "à nos sujets une sécurité parfaite pour la vie, l'honneur et la fortune...". Anton Issa, Les Minorités Chrétiennes de Palestine à travers les Siècles, Franciscan Printing Press, Jérusalem, 1976 p. 61.
29. Pour les frictions entre le Hamas et les salafistes, avec l'historique des bombardements de cibles du Hamas et des confrontations avec les salafistes dans les mosquées de Gaza, voir <https://www.theguardian.com/world/2015/jun/10/gaza-salafists-problem-hamas-islamic-state-isis>
Pour l'enlèvement et le meurtre de Rami Ayyad, voir http://mideastweb.org/Rami_Ayyad_Murder.htm
Pour l'attaque du Bianco Resort, voir <https://www.al-monitor.com/originals/2021/08/gaza-resort-attacked-holding-mixed-gender-concert>
30. <https://www.albawaba.com/news/hamas-passes-law-against-co-ed-education-leaving-christian-schools-gaza-fear-closure-501019>
Pour les écoles chrétiennes qui poursuivent leurs cours en coéducation, voir <https://www.indcatholicnews.com/news/23313>
31. Voir Un Arménien palestinien : The Intertwine between the Social and the Political Paperback - 20 octobre 2021. par Varsen Aghabekian (Auteur), Mitri Raheb (Préface) - Dar Al Kalima University Publishing Press, Bethléem. Varsen souligne dans son livre comment ses identités arménienne et palestinienne convergent.
32. Voir les livres édités par Mitri Raheb qui abordent la question de l'identité : Les chrétiens palestiniens : Emigration, Déplacement et Diaspora, Bethléem : Diyar. 2017. Diaspora et identité : Le cas de la Palestine. Bethléem : Diyar, 2017 et Shifting Identities : Les changements dans les structures sociales, politiques et religieuses dans le monde arabe. Bethléem : Diyar, 2016. Également, Palestinian Identity in Relation to Time and Space. Bethléem : Diyar, 2014.
33. Akroush, Ibid.
34. Voir l'étendue des activités culturelles et éducatives entreprises par la Custodie franciscaine de Terre Sainte <https://www.custodia.org/en/culture-and-education>
35. <https://j-diocese.org/wordpress/anglican-bishops/>
sur la nomination de l'évêque Najib A. Cubain en 1958 comme premier évêque arabe de l'Église épiscopale de Jérusalem et du Moyen-Orient. L'évêque Daoud Haddad a été élu par le Synode de l'Église évangélique luthérienne comme premier évêque arabe en 1979. <http://actpalestineforum.org/about/members/evangelical-lutheran-church-in-jordan-the-holy-land/>
Le patriarche Michel Sabbah, de l'Église latine catholique romaine, a été le premier Arabe palestinien depuis cinq siècles à être élevé en 1987 au poste de patriarche latin. <https://www.lpj.org/curia/patriarch-michel-sabbah.html>

36. Elizabeth S. Martejn, "The Revival of Palestinian Christianity Developments in Palestinian Theology", In : Exchange Online Date de publication : 09 Nov 2020. Rafiq Khoury, interviewé par Elizabeth Martejn, Jérusalem, 28 décembre 2017 ; https://brill.com/view/journals/exch/49/3-4/article-p257_4.xml#FN000013.
37. Voir le site web d'Al-Liqa', bien que daté à <http://www.al-liqacenter.org.ps/eng/>
38. Pour les déclarations publiées par la Commission, voir le site suivant <https://www.lpj.org/posts/statements-of-justice-and-peace-commission>.
39. Pour la variété des activités entreprises par Sabeel, voir leur site web <https://sabeel.org/>.
40. Pour une description détaillée de la conférence et de ses intervenants, voir : <https://www.wrmea.org/1998-april/third-international-sabeel-conference-in-bethlehem-attracts-record-number-of-participants.html>.
41. Pour une liste actualisée des publications de Mitri Raheb, voir : <https://www.mitriraheb.org/en/pdf-list/publications>.
42. Voir : <http://www.daralkalima.net/?Lang=1>
43. Pour le CAFCAW et les activités connexes, voir : <https://www.mitriraheb.org/en/project/1486993562>.
44. Pour le document KAIROS et les nouvelles des événements et activités, voir : www.kairopalestine.ps.
45. Pour plus de détails sur les activités des YMCA et YWCA, voir : www.ej-ymca.org , www.jai-pal.org/ et www.ywca-palestine.org
46. Pour la mission d'EAPPI, voir www.eappi.org.
47. Pour plus de détails sur la conférence, voir <https://christatthecheckpoint.bethbc.edu/>.
48. Voir le document du sommet "Pursuing Peace and Strengthening Presence : The Atlanta Summit of Churches in the USA and the Holy Land " The Carter Center, Atlanta, GA, 19 avril au 20 avril 2016 <https://www.usccb.org/resources/atlanta-summit-churches-usa-and-holy-land-april-19-2016>.
49. Voir <https://www.episcopalnewsservice.org/2021/12/14/anglican-archbishop-other-heads-of-churches-and-patriarchs-issue-statement-on-the-current-threat-holy-land-christians-face/>
50. Voir l'article de Bernard Sabella "Palestinian Christians : Développements démographiques historiques, politique actuelle et attitudes envers l'Église, la société et les droits de l'homme ", The Sabeel Survey on Palestinian Christians in the West Bank and Israel - Summer 2006.
Voir également l'enquête sur l'émigration réalisée pour la publication de Palestinian Christians : Emigration, déplacement et diaspora, Mitri Raheb (éditeur) Université Dar Al Kalima, Collège des arts et de la culture, 2017.